

RÉPONSE AU GAULOIS

Il y a dans un vaudeville de Thiboust un personnage qui veut à toutes forces que son ami soit un ignorant, parce qu'il cherche à lui démontrer l'existence d'Aristote, qu'il ne connaît pas...

Un de nos confrères du *Gaulois* a nié, l'autre jour, l'existence de la duchesse de Meyrac, dont nous avions annoncé, en même temps que le *Petit Journal*, la mort accidentelle, sous prétexte qu'elle lui était inconnue. M. le duc de Meyrac nous écrit que, sur la prière de notre détracteur, il mettra à sa disposition les pièces pouvant constater l'identité d'un nom illustre, à la cour de Naples. Meyrac, son père, attaché à la cour de Naples, son père, attaché à la cour de Naples, son père, attaché à la cour de Naples...

Quant au chateau de Pontchartrain, et appartenait, en 1850, au comte de Meyronnet, qui lui a donné son nom. Il soupçonne notre collègue d'avoir cherché Meyronnet dans le *Botin*.

C'est ce qui s'appelle prendre un homme pour le Pirée.

LES PIÈCES FAUSSES

Une certaine quantité de pièces fausses de 1 fr. et de 2 fr., au millésime de 1859 et à l'effigie de Louis-Philippe, sont en ce moment en circulation. Nous nous empressons d'en avertir le public. Ces pièces, parfaitement imitées, sont cependant faciles à distinguer en ce qu'elles sont ornées au tour d'un anneau de 5 grammes pour la pièce de 1 fr. et de 10 grammes pour celle de 2 fr., n'est que de 4 gr. 7 cent. pour la première, et 8 gr. 10 cent. pour la seconde.

STATISTIQUE

La commission des tramways vient de déposer son rapport au sein du conseil municipal. Nous en extrayons au sujet de la circulation dans la banlieue la statistique suivante :

Depuis la Commune, et malgré les embarras des affaires, le nombre de voyageurs par voitures publiques est par jour de :

- 1,414 entre Paris et Saint-Denis, par La Chapelle;
- 734 entre Paris et Saint-Denis, par Saint-Ouen;
- 412 de Paris à Clignancourt;
- 300 de Paris à Levallois;
- 140 de Paris à Courbevoie, par le boulevard Bineau;
- 640 de Paris à Courbevoie par le boulevard du Roule;
- 5,312 de Paris à Courbevoie, par l'avenue de Neuilly;
- 300 de Paris à Saint-Cloud, par le bois de Boulogne;
- 2,500 de Paris à Saint-Cloud, par la route de la Reine (tramway);
- 2,400 de Paris à Sèvres, par le Point-du-Jour (tramway);
- 2,000 de Paris à Versailles;
- 5,000 de Paris à Vincennes;
- Si l'on calcule la moyenne des voyageurs par kilomètre et par jour, résultant de ce tableau, on trouve :
- 275 voyageurs dans l'arrondissement de Sceaux;
- 560 voyageurs dans l'arrondissement de Saint-Denis;
- Et enfin 406 dans l'ensemble de la banlieue de Paris.

Ce chiffre était plus élevé avant la guerre.

LES CORRESPONDANCES

Lettres d'Algérie

Le dernier courrier nous a apporté la nouvelle du remplacement de M. le contre-amiral Fabre de la Maurelle, commandant supérieur de la marine, par M. Bruat, un Algérien aussi.

Notre ville ne doit pas laisser partir ce courageux marin sans acquiescer envers lui une véritable dette de reconnaissance.

Dans les jours d'épreuve, au moment où une municipalité aussi ambitieuse que commandante, venait de renverser tous les administrateurs de la province d'Alger et de se proclamer pouvoir suprême, seul, au milieu de tant de défaillances, M. Fabre de la Maurelle donnait asile à tous ceux dont la sécurité pouvait être menacée; il a su résister aux injonctions d'un dictateur improvisé et aux menaces d'une foule avinée et inconsciente.

Sommé de livrer l'amirauté et de désigner ses pouvoirs, il fit répondre que non-seulement il repousserait par la force toute agression, mais qu'il premier trouble ses marins seraient chargés de réprimer tout désordre.

C'est à cette énergique attitude que nous devons certainement d'avoir évité bien des malheurs, y compris celui du sang coulant dans nos rues, et des mendicants de la vieille nous égarant sous le talon de leurs bottes éculées.

Au milieu des défaillances du général Valzins-Estéraz, qui abandonne son poste et résigne ses pouvoirs devant trente gardes nationaux;

Du général Lichtlin, qui court se réfugier à l'amirauté;

De M. le préfet Warnier, qui donne sa démission;

Du premier président, qui se laisse bécotter par le procureur;

Du colonel de gendarmerie, qui s'arrête lui-même et se consigne au fort l'Empereur;

De M. du Bouzet, qui se laisse déposer et promet solennellement tout ce que quatre bandits veulent exiger de lui;

De M. Alexis Lambert, qui, pour gagner aussi longtemps que possible de faiblesses appointements, se fait *l'alter ego* d'un ancien rédacteur du *Père Duchêne*;

Du parti de l'ordre, qui fuit la ville et se cache aussi honteusement que possible;

An milieu de tant de défaillances, dis-je, M. Fabre de la Maurelle reste comme le seul homme auquel revient tout l'honneur d'une tranquillité relative et de la guerre civile évitée.

J'ai trop peu de confiance dans l'énergie publique pour croire qu'une manifestation sympathique puisse éclater au départ du courageux marin; — non, il s'en ira seul, et personne, personne, croyez-le, n'osera seulement lui dire : merci!

Ici comme chez vous, la souscription patriotique marche merveilleusement.

Le chiffre des sommes recueillies à ce jour, — 30,000 fr. — pour Alger, dépasse toutes les espérances.

La Banque de l'Algérie, cet établissement dont la brillante situation m'inspirait il y a peu de jours quelques malignes réflexions, a souscrit pour 50,000 fr.

C'est à peu près la moitié du bénéfice réalisé sur les actions émises à la criée... Le poisson qui se vend aussi à la criée a proportionnellement plus rapporté.

A première vue, ce chiffre énorme de 50,000 francs paraît de nature à satisfaire toutes les exigences. Mais, lorsqu'en y réfléchissant, on voit que cela représente par action de 5 ou 600 francs une somme de 2 francs et quelques centimes, alors que chacune de ces actions profite d'un bénéfice accidentel de

175 francs au moins, on se demande si ce n'est pas un moyen honnête de se soustraire à de plus sérieuses obligations.

Une méchante histoire pour finir. Lorsque l'un de nos députés actuels eut la bonne fortune d'être appelé aux importantes fonctions de commissaire extraordinaire en Algérie, un modeste employé faisait fonctions de garde-meuble au palais du gouvernement.

Mme la maréchale de Mac-Mahon ayant écrit à ce dernier pour lui réclamer quelques caisses provisoirement déposées entre ses mains, ce modeste employé fit procéder à l'envoi des objets, et cela sans demander à M. l'extraordinaire l'autorisation de disposer de ces caisses dont il ne lui devait aucun compte.

Mais il avait compté sans son hôte qui, de son autorité dictatorial, fit saisir les caisses sous prétexte de s'assurer que *Mme de Mac-Mahon n'emportait rien appartenant au gouvernement*....

Si ces quelques lignes tombent sous les yeux de l'ex-extraordinaire, je puis m'attendre à un démenti formel. Il y a de ces faits qui ne s'avouent jamais.

Tout est ce que je puis dire, c'est que je tiens le fait du garde-meuble lui-même et que cent personnes peuvent affirmer le lui avoir entendu raconter.

Chose curieuse : lorsqu'à son tour, cet éminent personnage dégringola de la haute échelle où il avait réussi à se maintenir quelques semaines, personne ne l'accusa d'avoir emporté dans ses malles l'estime publique.

Son intégrité administrative était au-dessus d'un pareil soupçon.

ÉCHOS MILITAIRES

Le ministre de la guerre a été informé que des hommes se trouvant, en vertu de congés ou de permissions, dans des départements occupés actuellement par des troupes allemandes ont, par leur mauvaise tenue ou leur manque de dignité, déshonoré, aux yeux de la population et de l'étranger, l'uniforme dont ils sont revêtus.

Pour l'honneur du pays et de l'armée, il importe que de pareils faits ne se renouvelent pas, et nous félicitons sincèrement le ministre de la guerre des dispositions qu'il vient de prendre.

Il est décidé en principe que les hommes offrant les garanties les plus sérieuses au point de vue de la tenue et de la conduite pourraient seuls, désormais, obtenir des congés ou permissions pour se rendre dans les départements occupés par les Allemands (Ardenne, Haute-Marne, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges, Belfort et la portion française du département du Haut-Rhin).

Tous les généraux devront veiller à l'exécution stricte de cette disposition.

Le ministre de la guerre a décidé, à la date du 29 janvier, que les militaires entrés le 1^{er} février courant comme élèves à l'école de Saint-Cyr, seront traités comme placés en subsistance audit établissement.

Les sergents, les maréchaux-des-logis, les caporaux et les brigadiers ne seront pas remplacés dans leurs grades aux corps. Les élèves qui sont pourvus des grades de sergent-major, maréchal-des-logis chef et fourrier, seront remplacés dans leurs emplois et comptés comme sergents à leur régiment.

Ces élèves recevront ainsi, au titre du chapitre 6, solde des troupes, par les soins du conseil d'administration de l'Ecole, les prestations en denier auxquelles donne droit leur position militaire.

Les religieux capucins du couvent de Sainte-Marie-de l'Abbaye, commune de Bonnevaux (Gard), viennent de mettre à la disposition du ministre de la guerre, en faveur des orphelins de père et de mère de l'armée, quinze places gratuites dans leur maison d'éducation de Bonnevaux.

Afin d'utiliser cette offre généreuse, des instructions sont données à tous les généraux commandant les divisions militaires, à tous les chefs de corps, pour faire rechercher ceux des enfants, dans la situation précitée, dont les familles ou tuteurs seraient disposés à profiter de cet avantage.

Les conditions d'admission sont :

- 1^{re} Être orphelin de père et de mère; le père étant décédé à l'armée;
- 2^{de} Avoir été baptisé;
- 3^{de} N'avoir aucune maladie contagieuse et avoir été vacciné.

Les enfants sont admis depuis l'âge de trois ans jusqu'à celui de quatorze ans; après dix ans, ils doivent être munis d'un certificat de bonne conduite. Ils seront conservés dans la maison, où ils reçoivent une éducation morale et religieuse, et une instruction spéciale pour les préparer à l'industrie, au commerce et à l'agriculture.

Les enfants, nourris et habillés aux frais de l'établissement. A quinze ans, ils sont placés en apprentissage et, autant que possible, surveillés par les religieux de la maison, qui se font un devoir de procurer des emplois à ceux qui sont en état de les remplir.

Les enfants, proposés et acceptés, doivent être conduits par une personne de confiance à la maison de Bonnevaux.

Les plus amples renseignements sur cet établissement devront être demandés, par les personnes intéressées et par lettres affranchies, au supérieur du couvent de Sainte-Marie-de l'Abbaye, à Bonnevaux, par Genolhac (Gard).

On devra faire connaître au ministre de la guerre ceux des candidats qui, réunissant les conditions prescrites, auront paru mériter un intérêt particulier.

Le second numéro du journal *l'Armée* a paru. Il contient les renseignements les plus intéressants. Nous en extrayons les détails suivants sur l'artillerie :

Les gens qui, se basant sur les victoires obtenues par la Prusse grâce à son artillerie, prétendent qu'il est oiseux de discuter la valeur des canons se chargeant par la bouche (modèle français), comparativement aux canons se chargeant par la culasse (modèle prussien) seront peut-être un peu étonnés de la décision que vient de prendre le ministre anglais, sur le rapport d'une commission qui fonctionnait depuis deux ans.

Après différents essais tendant à imiter soit l'exemple de la Prusse en adoptant l'arme se chargeant par la culasse, soit celui de la France en transformant les anciens canons de cuivre en canons rayés, la commission, composée des artilleries les plus éminentes de l'Angleterre, a adopté un nouveau canon en fer avec une âme en acier rayé se chargeant par la bouche, pesant environ 500 kilos, avec un diamètre de 3 pouces 6, lançant un obus de 6 kilos, avec une charge de 3 livres de poudre.

D'après les essais, c'est l'arme qui, avec la trajectoire la plus tendue, pèse le moins et se manœuvre avec la plus grande rapidité, ce qui est le desiderata d'une arme de campagne.

HOMMES ET CHOSES

Je réclamaï, l'autre jour, contre ce timbre de 10 centimes imposé sur toutes livraisons à domicile par le factage des chemins de fer. Voici que le tribunal de commerce vient de juger la chose à la satisfaction de la bonne justice.

C'était élémentaire, et il n'y avait pas lieu de dépenser des frais de papier timbré, d'agré et d'avocats pour obtenir un jugement décidant une chose toute naturelle mais les administrations sont ainsi faites, elles aiment à plaider; cela offre aux bureaux de leur contentieux l'occasion de s'occuper et aux employés celle d'aller au Palais attendre l'heure de l'audience en jouant un bœuf aux dominos.

D'après le tribunal de commerce, les destinataires ne doivent donc pas ce timbre, et il serait injuste de le leur réclamer; pourtant, voici ce que dit la loi : « Le droit de 10 centimes est dû pour chaque acte, reçu, décharge ou quittance. »

« Art. 23. — Le droit est à la charge du débiteur. »

De plus, la circulaire de notification aux comptables du fisc est plus explicite :

« Cette disposition s'applique... aux reçus des objets transportés et livrés, dont il est donné décharge (registres de factage, camionnage et livraisons). »

Comment concilier tout cela? La décision du tribunal de commerce aura-t-elle force de loi?

Il y a urgence à pourvoir au plus vite. Avant que l'administration supérieure et les administrations intéressées aient avisé leurs agents, on dépensera encore beaucoup d'argent. Puis, on aura libellé des circulaires, on les aura lithographiées, expédiées, non sans frais, tandis qu'une bonne petite dépêche télégraphique...

On a fait assez grand bruit ces jours-ci, dans la colonie italienne de Paris, d'un fait assez grave qui se serait passé à la nonciature. On dirait encore qu'à Rome, aujourd'hui, les hautes et les basses du moyen âge sont réveillées. Guelles et Gibelins, Orsini et Colonna.

Il y a, à Paris, une très grande dame italienne, la princesse Colonna di Sciarra, qui a des relations amicales et suivies avec la cour de Victor-Emmanuel. Est-ce parce que les Colonna étaient Gibelins autrefois, c'est-à-dire partisans de l'empereur, qu'ils ont accepté la constitution d'un roi d'Italie, par opposition aux Orsini, Guelles, c'est-à-dire partisans de la suprématie des papes?

On voit encore survivre de l'autre côté des monts ces divisions profondes qui ont ensanglanté toutes les villes; mais il est difficile d'admettre que le temps n'ait pas apporté de grandes modifications aux prédispositions politiques des uns et des autres. Toujours est-il que Mgr Chigi, nonce du pape, a refusé de recevoir la princesse Colonna-Sciarra, une grande dame du plus haut mérite.

Se rappelle-t-on donc un peu trop, à Rome, ce mot de Boniface VIII, jupé sévèrement les Colonna d'alors : « Trop arrogants pour obéir, trop ignorants pour commander. »

C'est pourtant un Colonna, le frère de l'ennemi de Boniface, qui, abandonnant la politique traditionnelle de sa maison, devint le plus puissant adversaire du tribun Rienzi.

Que les Colonna-Sciarra acceptent le roi d'Italie, on ne peut le leur imputer à crime; mais je suis bien sûr qu'il les traiterait, au besoin, les communaux modernes comme leur ancêtre Stefano eût traité Rienzi, si la révolution n'eût pas été assez forte pour l'expulser de Rome.

Choses bien compliquées, ces affaires d'Italie : ce n'est pas trop pour le diplomate français qui y sera envoyé de connaître profondément l'histoire du pays. Et, qui qu'on dise, je mets au défi M. Valentin, Ferry, et autres ambassadeurs en *partibus*, de s'en tirer avec honneur et profit pour nous.

Trop de Crapaud-Volant dans leur passé!

Voici ce qu'écrivait un journal rouge : « Nous assistons à l'éclosion d'un schisme. Tant mieux : toute religion discutée par ses adeptes est une religion perdue. »

Et cela, parce qu'un petit abbé, dévot d'ambition, n'a pas été nommé curé de Paris, comme il l'espérait, et, pour ce fait, s'est déclaré tout à coup libre-penseur. Grâce à ce coup d'épée ecclésiastique qu'il vient de donner dans l'immense océan d'indifférence qui est la règle de ce monde, ce petit abbé, pâle et malin, se figure que bon nombre de fidèles vont affluer dans son église et renouveler aujourd'hui les stupides manifestations que provoqua, après 1850, ce pauvre oublié qu'on appelait l'abbé Châtel.

L'abbé Châtel réussit médiocrement en son temps, et les rares curieux qui assistaient aux offices qu'il célébrait, en dernier lieu, sous un hangar du faubourg Saint-Martin, transformé en chapelle, étaient plutôt de bons badauds que des convertis.

En sortant de ces cérémonies ridicules, on riait à se torturer; et si quelques sous tombaient dans la bourse des quêteurs, c'était, de la part des donateurs, dans le secret désir qu'un spectacle aussi désoyant pût durer quelque temps. Cela était devenu un moyen curatif des maladies d'estomac et des vices digestifs, recommandé par certains docteurs.

L'abbé Châtel célébra quelques mariages à sa façon; mais un jour un couple d'époux fut très interloqué quand on lui affirma que le sacrifice de la messe qui avait sanctifié l'union n'était pas valable, parce qu'il n'avait pas été accompli sur une pierre consacrée.

En effet, une messe ne peut être dite avec tout son caractère que si l'autel est pourvu au milieu d'une pierre, ordinairement d'un pied carré, encastrée dans la menuiserie et solennellement bénie par un évêque ou avec sa procuration.

Or, je ne crois pas que le petit abbé susdit déniché dans toute la chrétienté un prêtre disposé à rendre ce service à la petite mascarade qu'il va organiser dans son petit orgueil, pour la satisfaction de son petit orgueil.

Ce pauvre abbé Châtel, qui s'initiait malheureusement Primit des Gauls, finit fort mal. On l'accusa d'avoir été suscité par la police de Louis-Philippe, qui voulait faire pièce à Rome, et le bruit se confirma lorsqu'on vit le prêtre défrôqué solliciter, et obtenir, un petit bureau de poste en province.

En 1848 il essaya de rouvrir son église, et la prison fut le fruit de sa nouvelle hérésie. Je crois qu'il mourut en magnétisant une forte belle personne qui n'était pas plus savante que vous et moi, mais qui savait parfaitement faire retrouver les chiens perdus et les amoureux dévoyés.

Si les journaux rouges espèrent voir éclore bientôt un schisme dans l'Eglise, ce n'est pas le petit abbé de la Madeleine qui le fera éclater, j'en réponds bien. Pour être un Luther, aujourd'hui surtout, il faut avoir des épaules plus carrées.

CHRYSALE.

OBLIGATIONS

DE LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER

D'ORLÉANS-CHALONS

Souscription Publique

à 40,000 Obligations à 250 francs

Jouissance d'intérêt à partir du 1^{er} janvier 1872

rapportant 15 fr. d'intérêt annuel

payable par semestre

remboursable à 400 francs par tirage au sort

Le réseau de la Compagnie d'Orléans-Châlons comprend actuellement :

- 247 kilom. d'Orléans à Châlons,
- 237 — pour les lignes de l'Eure.

Le capital-actions de la Compagnie s'élève à 10,000,000 de fr. :

Les subventions de l'Etat et des départements s'élèvent à plus de 20,000,000 de fr. :

Il a été émis, en outre, 151,958 obligations, savoir :

Pour la ligne d'Orléans-Châlons... 63,000 obligations

Pour le réseau de l'Eure... 88,958

dont les 10,000 obligations mises actuellement en souscription publique, forment le solde.

Un contrat d'exploitation avec la Compagnie d'Orléans à Rouen assure, pour le réseau de l'Eure, un revenu kilométrique annuel de 6,000 francs, somme supérieure au service des intérêts et des amortissements des obligations de ce réseau.

La Compagnie d'Orléans à Châlons prend à sa charge tous les nouveaux impôts qui pourraient être mis sur les 40,000 obligations de la présente souscription.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION :

40 fr. 1^{er} versement, dont 30 fr. à la souscription, contre remise du récépissé nominal et

30 fr. à la répartition le 20 février contre remise d'un titre provisoire au porteur;

100 fr. le 1^{er} mai 1872;

100 fr. le 1^{er} juillet 1872, contre remise du titre définitif au porteur.

Le coupon d'intérêt, échéant le 1^{er} juillet 1872, sera accepté en déduction du versement à opérer à cette date.

Un acompte de 6 0/0 l'an sera bonifié sur les versements anticipés.

Les souscripteurs qui libéreront leurs titres au moment de la répartition auront à payer :

256 fr., dont 30 fr. à la souscription, contre remise du récépissé nominal; 226 fr. à la répartition, le 20 février, contre remise du titre définitif au porteur.

En cas de retard de versement, les souscripteurs auront à bonifier l'intérêt à 6 0/0 l'an sur les versements en retard.

A défaut de libération complète avant le 1^{er} janvier 1873, les obligations définitives allouées pourront, un mois après publication des numéros des titres dans le *Journal officiel*, être vendues, par ministère d'agent de change, sans aucune mise en demeure ni autre formalité aux risques et périls des retardataires, qui resteront passibles de la différence, s'il y a lieu.

La souscription sera ouverte

VENDREDI 9 ET SAMEDI 10 février

DE 10 HEURES A 3 HEURES

ALA SOCIÉTÉ DE DÉPÔTS ET COMPTES COURANTS

2, place de l'Opéra, à Paris, où se délivrent les prospectus

On peut souscrire par correspondance en envoyant 30 fr. par obligation demandée, en billets de banque, en chèque ou mandat de poste, à l'ordre de la Société de dépôts et comptes courants.

Une souscription publique sera ouverte simultanément à Bruxelles.

ALA BANQUE DE BRUXELLES, 22, rue Royale

Si les demandes excèdent le nombre de titres mis en souscription, il sera fait une répartition proportionnelle.

LES TRIBUNAUX

6^e CONSEIL DE GUERRE (Versailles).

MASSACRE DES DOMINICAINS D'ARQUEUIL

Hier s'est ouvert, devant le 6^e conseil de guerre, présidé par M. le colonel de la Porte, du 12^e chasseurs à cheval, le procès des quatorze individus dont les noms suivent, inculpés dans cette tragique affaire, sinistre pendant du massacre des otages de la Roquette :

1^{er} Marie-Jean-Baptiste Serizier, corroyeur. — Défenseur, M^{re} Gaineur.

2^e Isidore-Louis Boin, dit Bobèche, corroyeur. — M^{re} Richer.

3^e Louis-Adrien Lucipia, étudiant en droit, clerc d'avocat et journaliste. — M^{re} Renoult.

4^e Jules-Constant-Désiré Quenot, mécanicien. — M^{re} Floquet.

5^e Osmine-Girone Girone, dessinateur architecte. — M^{re} Dreyfus.

6^e François Pascal, brocanteur. — M^{re} Hubert Valeroux.

7^e Emile-Antoine Annat, commis libraire. — M^{re} Vallée.

8^e Jean-Pierre Bouillat, journalier. — M^{re} Petit.

9^e Alfred-Nicolas Grapin, cordonnier. — M^{re} Duperrier de Lersan.

10^e Amédée-François-Joseph Busquant, cordonnier. — M^{re} Pinet.

11^e Bonaventure-Jean-Robert Gambette, journalier. — M^{re} Vêran.

12^e Charles-Henri Boudaille, caporal au 112^e de ligne. — M^{re} Crochard.

13^e Dominique-Maurice Bufo, tailleur de pierre. — M^{re} Richer.

14^e Femme Pauline-Octavie Bufo, née Lecomte, couturière. — M^{re} Richer.

Tout le monde se rappelle le dévouement évangélique dont ces infortunés religieux firent preuve pendant le premier siège de Paris. Leur école d'Albert-le-Grand, sise à Arcueil, avait été convertie par eux en ambulance, où ils prodiguaient jour et nuit leurs soins à nos blessés.

Pendant la Commune, leur charité ne se démentit pas. Ils prodiguèrent aux blessés fédérés, qu'ils allaient chercher jusque sur le champ de bataille, les mêmes soins qu'ils avaient donnés quelques mois auparavant aux soldats de l'armée régulière.

Mais cet admirable dévouement, qui eût attendu des sauvages, ne devait pas trouver grâce devant les bandits de la Commune.

Conduits, le 24 mai au matin, de leur établissement d'Arcueil au fort de Bievre, puis dirigés le lendemain à la prison disciplinaire du 9^e secteur, avenue d'Italie, 38, ils étaient lâchement assassinés par les fédérés du 101^{er} bataillon, qui commandait Serizier, le principal accusé.

Après lecture donnée par le greffier du rapport très étendu de M. le capitaine Leclerc, M. le président procède à l'interrogatoire des accusés.

Le premier, Serizier, affilié à l'Internationale, a déjà subi plusieurs condamnations politiques. La dernière (huit mois de prison) date de 1870. A cette époque il réussit à passer en Belgique, où il vivait du secours de son parti. Après le 4 septembre, il rentra en France et fut nommé capitaine dans la 4^e compagnie de marche du 101^{er} bataillon.

Arrêté à la suite de l'émence du 22 janvier, et écroué à Sainte-Pélagie, il fut délivré le 22 mars par les fédérés, devint le secrétaire de Léo Meillet, délégué à la mairie du 13^e arrondissement, et enfin colonel de la 13^e légion.

Non-seulement Serizier a pris la part la plus active au massacre des dominicains; mais il est établi par l'enquête qu'il fut le chef des incendiaires des Gobelins.

La journée du 19 mars est la seule à enregistrer en faveur de Serizier. Les généraux

